



Monsieur le Président,  
Mesdames et messieurs les représentants de l'administration,  
Mesdames et messieurs les représentants du personnel,

Si certains sont frappés d'amnésie ou ne mesurent pas la réalité du terrain, les policiers eux sont marqués dans leur mémoire collective du prix de leur engagement et ce qu'il en coûte d'abnégation au quotidien. Ils se souviennent de leurs collègues victimes du terrorisme, ils se souviennent de leurs nombreux collègues blessés durant les longs mois de manifestation « gilets jaunes », vent debout face à la violence et répondant au maintien de l'ordre avec courage et un esprit républicain exemplaire.

Comme ils se souviendront de ces derniers jours qui laissent à nos collègues un goût amer, avec ce sentiment de toujours servir de boucs émissaires de l'instabilité et du désordre d'une société.

Les communications visant nos collègues et émanant d'un courant de pensée d'une minorité de nos concitoyens, prompte à jeter le discrédit et à catalyser la haine anti-flic dans un objectif qui dépasse largement le seul but de dénoncer des manquements qui, rappelons-le, restent des exceptions et qui en aucun cas ne sauraient dépeindre une institution déshonorante.

Ce n'est donc pas un sentiment de fierté qui souffle dans nos rangs, mais un sentiment d'être livrés une fois de plus au discrédit, avec pour réponse soit un silence étourdissant ou des promesses de plus d'exemplarité d'une police qui a et donne déjà beaucoup.

Durant deux mois nos collègues se sont mobilisés pour sanctionner tout citoyen ne respectant pas le confinement, et c'est pourquoi la fermeté du Préfet de Police lors des dernières manifestations était justifiée, mais quel contraste avec les propos de notre Ministre qui déclare que si ces manifestations ne sont pas autorisées dans les faits, il n'y aura pour autant pas de sanction.

Le message est clair, d'un côté les policiers doivent être fliqués et sanctionnés, et la voyoucratie doit être ménagée !

Il faut être ignorant des motivations qui ont poussé ces hommes et femmes qui ont rejoint ce métier atypique pour user de discours empreint d'amalgame.

Alors que le directeur général de la gendarmerie dans une lettre adressée à ses troupes réaffirme « tout son soutien et toute sa confiance », appelle « au respect de la présomption d'innocence » et assure que jamais il ne laissera passer l'idée selon laquelle la gendarmerie serait un collectif violent et s'en prendrait à la population, les policiers se voient promettre l'ouverture d'enquêtes

administratives en cas de « suspicions de racisme », de mettre fin à une technique d'intervention qui permet dans la plupart des cas de préserver l'intégrité physique des agents.

Sur ce point précis remettant en cause la technique de mise au sol dite par « étranglement », espérons que la rentrée sociale ne sera pas « chaude » comme nous le promettent tous ces irresponsables allergiques à l'autorité de l'État car il faudra alors très vite expliquer et former nos collègues à la nouvelle méthode de neutralisation qui sera imposée.

Aujourd'hui même l'UNSA FASMI sera reçu par le Ministre de l'Intérieur pour évoquer les différentes annonces et les engagements pris sans aucune concertation préalable. L'UNSA FASMI rappelle que si des problèmes existent et doivent être réglés, il faudra aussi se mettre autour de la table pour enfin répondre aux attentes de nos collègues.

Nous mesurons le ras-le-bol de nos collègues et nous le comprenons. Nous partageons leur déception et leur indignation.

Nous connaissons leur bonne volonté à accomplir leur devoir sans réserve, mais nous connaissons aussi leurs attentes de reconnaissance.

C'est pourquoi Monsieur le Président, nous demandons la réouverture du dialogue social sur la fidélisation des effectifs en Île-de-France, qui est un enjeu important dans ce bassin de délinquance et de surexposition aux risques pour nos collègues. Une population policière jeune soumise à un turnover important, un encadrement insuffisant sur la voie publique, et une absence d'immersion dans la vie associative du territoire par des cycles inadaptés restent des sujets latents.

Nous demandons également une communication institutionnelle plus engagée, afin de mettre en avant auprès de la population toutes les actions de nos collègues qui font la fierté de notre profession.

L'UNSA FASMI souhaite terminer cette déclaration préalable en renouvelant tout son soutien aux policiers et leurs familles, à notre détermination à les défendre sans concession. Cela fait partie des dispositions d'un CHSCT, garantir leur intégrité physique et morale.

Je vous remercie de bien vouloir annexer cette déclaration préalable au procès verbal de ce CHSCTI-PP du 11 juin 2020.